

GAZ À EFFET DE SERRE

Ottawa verse 328 millions à Québec

JOEYS

NOUVEAU BRÈS

LA PRESSE

JOCELYNE RICHER
PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — La manne préélectorale fédérale vise maintenant les changements climatiques, alors qu'Ottawa a fini par conclure une entente avec Québec, hier, pour lui verser 328 millions, en vue de lutter contre les gaz à effet de serre, a appris la Presse Canadienne.

L'entente devrait être annoncée officiellement au cours du week-end, juste à temps pour la Conférence internationale de l'ONU sur les changements climatiques, qui débute lundi à Montréal.

C'est du moins le scénario élaboré à Québec, puisqu'à Ottawa, au cabinet du ministre fédéral de l'Environnement, Stéphane Dion, on niait toujours en début de soirée, hier, que l'entente était conclue.

Depuis des mois, le ministre Dion reproche au ministre du Développement durable, Thomas Mulcair, de négocier sur la place publique.

Mais une source gouvernementale proche des négociations est formelle : l'entente est signée.

Le gouvernement Charest estime avoir gagné sur toute la ligne, après des négociations longue et laborieuses, en ayant obtenu le montant souhaité du gouvernement de Paul Martin et en ayant imposé le principe que les projets susceptibles de produire peu de gaz à effet de serre — comme l'énergie hydroélectrique — soient admissibles au financement d'Ottawa.

Le caractère rétroactif de l'entente, qui permettra de financer des projets déjà en route, est aussi présentée par Québec comme un gain majeur, alors qu'à Ottawa on indique que l'année de référence retenue — l'an 2000 — figure dans le plan canadien et est la même pour toutes les provinces.

Le ministre du Développement durable, Thomas Mulcair, revendiquait auprès d'Ottawa que soit reconnue la contribution passée du Québec à la réduction des gaz à effet de serre, par le fait qu'il a choisi l'hydroélectricité comme source principale d'énergie.